

N° 4966¹**CHAMBRE DES DEPUTES**

Session ordinaire 2001-2002

PROJET DE LOI

portant

1. **modification de la loi du 31 juillet 1987 portant approbation de la Convention du 21 mars 1983 sur le transfèrement des personnes condamnées et réglant le transfèrement des personnes condamnées et détenues à l'étranger**
2. **approbation du Protocole additionnel à la Convention sur le transfèrement des personnes condamnées du 18 décembre 1997**
3. **approbation de l'accord relatif à l'application, entre les Etats membres des Communautés Européennes, de la Convention du Conseil de l'Europe sur le transfèrement des personnes condamnées du 25 mai 1987**

* * *

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

(14.5.2002)

Par dépêche du 10 juillet 2001, le Premier Ministre, Ministre d'Etat, a soumis à l'avis du Conseil d'Etat le projet de loi portant: 1. modification de la loi du 31 juillet 1987 portant approbation de la Convention du 21 mars 1983 sur le transfèrement des personnes condamnées et réglant le transfèrement des personnes condamnées et détenues à l'étranger 2. approbation du Protocole additionnel à la Convention sur le transfèrement des personnes condamnées du 18 décembre 1997 3. approbation de l'accord relatif à l'application, entre les Etats membres des Communautés Européennes, de la Convention du Conseil de l'Europe sur le transfèrement des personnes condamnées du 25 mai 1987. Le texte du projet de loi, élaboré par le ministre de la Justice, était accompagné des textes des instruments internationaux à ratifier, du rapport explicatif relatif au Protocole additionnel, d'un exposé des motifs et d'un commentaire des articles.

*

CONSIDERATIONS GENERALES

Le projet de loi vise en premier lieu à ratifier le Protocole additionnel à la Convention européenne sur le transfèrement des personnes condamnées, ouvert à la signature à Strasbourg, le 18 décembre 1997. Ce protocole entend faciliter l'application de la Convention en tenant compte du fait que de nombreux Etats ne peuvent pas extradier leurs propres ressortissants. A cet effet, le Protocole définit les règles applicables au transfert de l'exécution des peines dans deux cas distincts:

- celui où la personne condamnée s'est évadée de l'Etat de condamnation pour regagner l'Etat dont elle est ressortissante;
- celui où la personne condamnée fait l'objet d'une mesure d'expulsion ou de reconduction à la frontière en raison de sa condamnation.

En deuxième lieu, le projet a pour objet l'approbation de l'Accord relatif à l'application entre Etats membres des Communautés européennes de la Convention du Conseil de l'Europe sur le transfèrement des personnes condamnées.

Finalement, le projet modifie les dispositions du droit interne inscrites dans la loi du 31 juillet 1987 portant approbation de la Convention du 21 mars 1983 sur le transfèrement des personnes condamnées et réglant le transfèrement des personnes condamnées et détenues à l'étranger.

Le projet de loi regroupe pêle-mêle la modification *ex post* de l'intitulé d'une loi, des dispositions abrogatoires, l'approbation d'instruments internationaux, des dispositions de droit interne et des déclarations unilatérales. Le Conseil d'Etat devrait dès lors s'opposer au projet de loi, s'il était adopté dans sa forme actuelle.

Afin d'y apporter la transparence requise, le Conseil d'Etat propose de scinder le projet soumis en deux projets distincts, le premier approuvant le Protocole additionnel et l'Accord relatif à l'application, entre les Etats membres des Communautés européennes, de la Convention du Conseil de l'Europe sur le transfèrement des personnes condamnées du 25 mai 1987 (**projet A**), le deuxième regroupant, sous l'intitulé „*Projet de loi sur le transfèrement des personnes condamnées*“, les dispositions de droit interne en la matière (**projet B**).

L'approbation du Protocole additionnel ne donne pas lieu à observation de la part du Conseil d'Etat, sauf qu'il y a lieu d'en reprendre l'intitulé complet dans l'intitulé du projet de loi. D'ailleurs, le Conseil d'Etat signale que la Convention d'application de l'Accord de Schengen, dans ses dispositions relatives à la coopération judiciaire, a déjà introduit des dispositions rendant possible l'exécution de reliquats de peines dans le pays d'origine par des condamnés qui se sont évadés et réfugiés dans leur pays d'origine.

L'Accord entre les Etats membres des Communautés européennes vise à faciliter le transfèrement des personnes condamnées, à appliquer dans leur rapport mutuel la Convention sur le transfèrement des personnes ouverte à la signature le 21 mars 1983, à en étendre le champ d'application et le fonctionnement. D'après l'article 3, les déclarations unilatérales faites à l'endroit de la Convention ne sont applicables dans le cadre de l'Accord que si elles ont été renouvelées ou modifiées expressément. A cet effet, le Gouvernement luxembourgeois déclare

1. qu'il n'entend pas faire application des dispositions qui permettent à l'Etat d'exécution de substituer à la sanction infligée dans l'Etat de condamnation une sanction prévue par sa propre législation pour la même infraction;
2. qu'une traduction française ou allemande doit accompagner les demandes de transfèrement;
3. qu'il appliquera à partir du dépôt de son instrument de ratification l'Accord à l'égard de tout Etat membre qui aura fait la même déclaration en attendant l'entrée en vigueur de l'Accord à l'égard de tous les Etats membres.

De l'avis du Conseil d'Etat, l'Accord sous revue vise uniquement les transfèrements prévus dans la Convention et non ceux visés dans le Protocole additionnel, ouvert à la signature postérieurement à la signature de l'Accord.

A l'instar de la loi du 31 juillet 1987, le projet de loi sous revue entend reprendre dans la loi nationale les procédures applicables en matière de transfèrement des personnes condamnées. Il s'agit en l'occurrence d'un exercice partiellement redondant dans la mesure où les instruments internationaux sont directement applicables dans le droit national. Il s'agit d'un exercice périlleux dans la mesure où le droit national doit rester en conformité avec les instruments internationaux dont il entend assurer l'application. Sous le bénéfice de ces observations, il peut cependant paraître utile de codifier la matière, d'autant plus qu'une pluralité d'instruments internationaux en la matière ne facilite guère l'application.

*

CONSIDERATIONS PARTICULIERES

Quant à *l'article I*, de l'avis du Conseil d'Etat, il ne convient pas de compléter l'intitulé d'une loi adoptée antérieurement sous un intitulé donné. Par ailleurs, compte tenu de l'agencement proposé par le Conseil d'Etat, cet exercice est superfétatoire. L'article I est donc à supprimer.

L'article II peut être supprimé alors qu'il prévoit une subdivision en chapitres – regroupant par ailleurs des dispositions de droit international et de droit interne – qui ne s'indique pas.

Les dispositions abrogatoires faisant l'objet de *l'article III* doivent figurer à la fin du texte de loi. Le Conseil d'Etat les reprendra dans le cadre du projet B sous l'article 11.

En ce qui concerne *l'article IV*, les observations suivantes s'indiquent:

- L'approbation du Protocole additionnel faisant l'objet de *l'article 2* sera reprise dans le projet A sous l'article 1er.
- Les dispositions figurant sous *les articles 3 et 4* feront l'objet des articles 1er et 2 du projet B.
- L'approbation de l'Accord du 25 mai 1987 entre les Etats membres des Communautés européennes faisant l'objet de *l'article 5* sera reprise sous l'article 2 du projet A.
- *L'article 6* qui a pour objet d'assimiler aux ressortissants luxembourgeois les ressortissants des Etats membres des Communautés européennes qui ont leur résidence habituelle et régulière sur le territoire luxembourgeois fait l'objet d'un article 3 du projet A proposé par le Conseil d'Etat.
- A *l'article 7* (3 du projet B selon le Conseil d'Etat), le renvoi aux chapitres II et III, qui, de l'avis du Conseil d'Etat, est erroné, est à supprimer. En effet, les chapitres II et III ne concernent que les nouveaux instruments et non la Convention elle-même.
- *L'article 8* (4 du projet B selon le Conseil d'Etat) ne donne pas lieu à observation.
- A *l'article 9* (5 du projet B selon le Conseil d'Etat), l'alinéa 2 prête à confusion. En effet, d'après cette disposition, le tribunal correctionnel de Luxembourg peut substituer à la peine plus rigoureuse de l'Etat de condamnation la peine prévue par la loi luxembourgeoise pour les mêmes faits. Or, il ressort de la déclaration prévue dans le cadre de l'approbation de l'Accord que le Luxembourg entend exclure l'application de la procédure prévue à l'article 9, paragraphe 1er, sous b, de la Convention qui prévoit précisément la possibilité de la conversion des peines. Il ressort, par ailleurs, de l'exposé des motifs que le Luxembourg aurait fait une déclaration analogue en ce qui concerne l'application de la Convention elle-même. De l'avis du Conseil d'Etat, il y a lieu de supprimer l'alinéa 2 sous revue.
- Compte tenu des développements faits à l'endroit de l'article 9, *l'article 10* est à supprimer.
- *Les articles 11 à 14* (7 à 10 du projet B selon le Conseil d'Etat) ne donnent pas lieu à observation.

L'article V peut être supprimé compte tenu de l'intitulé proposé par le Conseil d'Etat.

Suivent les textes proposés par le Conseil d'Etat, qui opèrent également un certain nombre de redressements d'ordre rédactionnel.

*

TEXTES PROPOSES PAR LE CONSEIL D'ETAT

A. PROJET DE LOI

portant approbation

- 1. du Protocole additionnel à la Convention européenne sur le transfèrement des personnes condamnées du 18 décembre 1997;**
- 2. de l'Accord relatif à l'application, entre les Etats membres des Communautés européennes, de la Convention du Conseil de l'Europe sur le transfèrement des personnes condamnées du 25 mai 1987**

Art. 1er. Est approuvé le Protocole additionnel à la Convention européenne sur le transfèrement des personnes condamnées, ouvert à la signature à Strasbourg, le 18 décembre 1997.

Art. 2. (1) Est approuvé l'Accord relatif à l'application, entre les Etats membres des Communautés européennes, de la Convention du Conseil de l'Europe sur le transfèrement des personnes condamnées du 25 mai 1987.

(2) Le Gouvernement luxembourgeois déclare, conformément à l'article 3 de l'Accord:

- qu'il entend exclure en tant qu'Etat d'exécution l'application de la procédure prévue à l'article 9, paragraphe 1er, sous b, de la Convention dans ses relations avec les autres Parties;

- que les demandes de transfèrement et les pièces à l'appui doivent être accompagnées d'une traduction française ou allemande.

(3) Le Gouvernement luxembourgeois déclare, conformément à l'article 4, paragraphe 3, de l'Accord et jusqu'à l'entrée en vigueur de l'Accord que l'Accord est applicable dans ses rapports avec les Etats qui auront fait la même déclaration.

Art. 3. En vue de l'application de l'article 3, paragraphe 1er, lettre a), de la Convention, le Luxembourg assimile à ses propres nationaux les ressortissants de tout autre Etat membre des Communautés européennes dont le transfèrement semble approprié et dans l'intérêt de la personne en cause, compte tenu de sa résidence habituelle et régulière sur le territoire luxembourgeois.

*

B. PROJET DE LOI

sur le transfèrement des personnes condamnées

Art. 1er. Lorsqu'un ressortissant luxembourgeois, qui a fait l'objet d'une condamnation définitive prononcée par une juridiction étrangère, se soustrait à l'exécution de cette condamnation et se réfugie sur le sol luxembourgeois, le Luxembourg peut prendre en charge l'exécution de cette condamnation sur demande de l'Etat qui a prononcé la condamnation définitive.

Lorsqu'un ressortissant étranger, qui a fait l'objet d'une condamnation définitive prononcée par une juridiction luxembourgeoise, se soustrait à l'exécution de cette condamnation et se réfugie sur le territoire de son Etat, le Luxembourg peut adresser à cet Etat une requête tendant à ce que celui-ci se charge de l'exécution de la condamnation.

A la demande de l'Etat qui a prononcé la condamnation définitive, le procureur général d'Etat peut faire procéder à l'arrestation de la personne condamnée concernant la demande de prise en charge de l'exécution.

La durée de cet emprisonnement est calculée sur la durée totale de la peine.

Le transfert de l'exécution ne nécessite pas le consentement de la personne condamnée.

Art. 2. Lorsqu'une personne régulièrement établie au Luxembourg fait l'objet d'une condamnation définitive à l'étranger et que cette condamnation ou une décision administrative prise à la suite de cette condamnation comporte une mesure d'expulsion ou de refoulement définitive, les autorités luxembourgeoises peuvent donner leur accord au transfèrement de cette personne sur demande de l'Etat de condamnation.

Lorsqu'une personne fait l'objet d'une condamnation définitive au Luxembourg et que cette condamnation ou une décision administrative prise à la suite de cette condamnation comporte une mesure d'expulsion ou de refoulement définitive, les autorités luxembourgeoises peuvent demander à un autre Etat d'accepter le transfèrement de la personne condamnée.

Dans les hypothèses prévues aux alinéas 1 et 2, l'Etat de condamnation doit fournir:

- une déclaration contenant l'avis de la personne condamnée en ce qui concerne le transfèrement envisagé;
- une copie de la mesure d'expulsion ou de refoulement définitive.

Le transfert de l'exécution ne nécessite pas le consentement de la personne condamnée.

Art. 3. Lorsqu'une personne détenue en exécution d'une condamnation prononcée par une juridiction étrangère est transférée sur le territoire luxembourgeois pour y accomplir la partie de la peine restant à subir ou se réfugie sur le territoire luxembourgeois avant d'avoir accompli sa condamnation, l'exécution de la peine est poursuivie conformément aux dispositions de la loi luxembourgeoise.

Art. 4. Dès son arrivée sur le sol luxembourgeois ou dès son arrestation, le condamné est présenté au procureur général d'Etat ou à son délégué à l'exécution des peines, qui procède à son interrogatoire d'identité et en dresse procès-verbal. Toutefois, si l'interrogatoire ne peut être immédiat, le condamné

est conduit à la maison d'arrêt où il ne peut être détenu plus de vingt-quatre heures. A l'expiration de ce délai, il est conduit d'office devant le procureur général d'Etat ou son délégué.

Au vu des pièces constatant l'accord des Etats sur le transfèrement et le consentement de l'intéressé, s'il est requis, ainsi que de l'original ou d'une expédition du jugement étranger de condamnation, accompagnés, le cas échéant, d'une traduction officielle, le procureur général d'Etat ou son délégué requiert l'incarcération immédiate du condamné.

Art. 5. La peine prononcée à l'étranger est, par l'effet de la convention ou de l'accord internationaux, directement et immédiatement exécutoire sur le territoire national pour la partie qui restait à subir dans l'Etat étranger.

Art. 6. Les délais de transfèrement s'imputent intégralement sur la durée de la peine qui est mise à exécution au Luxembourg.

Art. 7. L'application de la peine est régie par la loi luxembourgeoise.

Art. 8. Aucune poursuite pénale ne peut être exercée ou continuée et aucune condamnation ne peut être exécutée à raison des mêmes faits contre le condamné qui exécute au Luxembourg une peine privative de liberté prononcée par une juridiction étrangère.

Art. 9. Le ministre de la Justice est chargé de la réception et de l'envoi de demandes de transfèrement au sens de la présente loi.

Art. 10. Sont abrogés les articles 2 à 8 de la loi du 31 juillet 1987 portant approbation de la Convention du 21 mars 1983 sur le transfèrement des personnes condamnées et réglant le transfèrement des personnes condamnées et détenues à l'étranger.

Ainsi délibéré en séance plénière, le 14 mai 2002.

Le Secrétaire général,
Marc BESCH

Le Président,
Marcel SAUBER

